

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

**DIRECTION GENERALE
DE LA DETTE PUBLIQUE**

**COMITE NATIONAL
DE LA DETTE PUBLIQUE**

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi



STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC DU MALI A MOYEN TERME 2027-2029

Septembre 2026

TABLE DES MATIERES

<i>Table des matières</i>	1
---------------------------------	----------

SIGLES ET ACRONYMES	2
LISTE DES ILLUSTRATIONS	5
I. Liste des tableaux	5
II. Liste des graphiques	5
RESUME	6
INTRODUCTION	8
OBJECTIFS ET CHAMP DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC A MOYEN TERME (SDMT 2027-2029)	10
I. ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE PROJETEE AU 31 DÉCEMBRE 2026	10
A. Revue du portefeuille de la dette publique	11
1. Dette publique	11
1.1. Composition par type de dettes	11
1.2. Composition par type de taux d'intérêts	12
1.3. Composition par monnaies	12
1.4. Dette intérieure par type d'instruments	12
1.5. Dette extérieure par catégorie de créanciers	14
1.6. Coût par type de dette	15
1.7. Profil des échéances par type de dette	16
B. Récapitulatif des indicateurs	17
II. Revue de la mise en œuvre de la stratégie 2026-2028	18
III. Sources de financement (extérieures et intérieures), plafond d'endettement public pour la période 2027-2029	19
A. Justification de l'emprunt public	19
1. Besoins de financement	19
2. Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2027	20
B. Orientations de la politique d'endettement pour la période 2027-2029	21
IV. STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR LA PERIODE 2027-2029	21
A. Présentation des stratégies	21
1. Stratégie S1 : Stratégie de base	21
2. Stratégie S2 : Extension des maturités domestiques et augmentation de la part des financements BOAD et FMI	22
3. Stratégie S3 : Augmentation progressive de la part du financement extérieur (prêts concessionnels et semi-concessionnels)	22
4. Stratégie S4 : Extension des maturités domestiques, augmentation des prêts concessionnels	22
B. Validation des hypothèses	22
C. Analyse des résultats	23
1. Profils d'amortissement et indicateurs de coûts et de risques	24
2. Analyse de la sensibilité aux chocs, choix de la stratégie et perspectives de viabilité de la dette	26
V. RECOMMANDATIONS	30
CONCLUSION	32

SIGLES ET ACRONYMES

ANR	Assises Nationales de la Refondation
-----	--------------------------------------

ATM	Average Time to Maturity (Durée Moyenne de Maturité)
ATR	Average Time to Re-fixing (Durée Moyenne de Révision de Taux d'Intérêts)
AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BID	Banque Islamique de Développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BM	Banque Mondiale
BOAD	Banque Ouest-Africaine de Développement
CM	Conseil des Ministres
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CSRE	Cadre Stratégique de Refondation de l'Etat
CVD-PFR	Cadre de Viabilité de la Dette des Pays à Faibles Revenus
DGB	Direction Générale du Budget
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DNPd	Direction Nationale de la Planification du Développement
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DTS/XDR	Droits de Tirages Spéciaux
EUR	Euro
FAD	Fonds Africain de Développement
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FDAD	Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FKOW	Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe
FMI	Fonds Monétaire International
FSAD	Fonds Saoudien pour le Développement
IADM	Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
IDA	International Development Association (Association Internationale de Développement)
INSTAT	Institut National de la Statistique
LFI	Loi de Finances Initiale
OAT	Obligations Assimilables du Trésor
ODD	Objectifs de Développement Durable
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PIB	Produit Intérieur Brut
PPP	Partenariat Public Privé
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PTI	Programme Triennal d'Investissement
SDMT	Stratégie d'Endettement public à Moyen Terme
SIGRH	Système Intégré de la Gestion des Ressources Humaines
SNEDD	Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest-Africaine

USD	Dollar des Etats Unis d'Amérique
VA	Valeur Actualisée
XOF	Francs CFA de l'UMOA

LISTE DES ILLUSTRATIONS

I. LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2 : Composition par type de dettes à fin décembre 2026	11
Tableau 3 : Composition par type de taux d'intérêts à fin décembre 2026	12
Tableau 4 : Dette intérieure par type d'instruments à fin décembre 2026	12
Tableau 5 : Maturités des Obligations à fin décembre 2026.....	13
Tableau 6 : Dette extérieure par catégorie de créanciers à fin décembre 2026	14
Tableau 7 : Coût par type de dette à fin décembre 2026.....	15
Tableau 8 : Indicateurs de coûts et risques à fin décembre 2026.....	17
Tableau 9 : Cibles stratégiques des indicateurs de la SDMT 2026-2028	18
Tableau 10 : Besoins de financement (Milliards de FCFA)	19
Tableau 11 : Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2027.....	20
Tableau 12 : Financement intérieur net par stratégie (par rapport au PIB).....	22
Tableau 13 : Indicateurs de coûts et risques	24
Tableau 14 : Résultats des tests de sensibilité aux chocs.....	27
Tableau 15 : Plan annuel de Financement 2027 (millions de F CFA).....	29

II. LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Composition de la dette publique à fin décembre 2026.....	11
Graphique 2 : Composition par monnaies à fin décembre 2026.....	12
Graphique 3 : Dette intérieure par type d'instruments à fin décembre 2026	13
Graphique 4 : Maturités des Obligations à fin décembre 2026.....	14
Graphique 5 : Dette Extérieure par catégorie de créanciers à fin décembre 2026.....	15
Graphique 6 : Principaux créanciers du Mali (Dette extérieure) à fin décembre 2026	15
Graphique 7 : Profil des échéances par type de dette à fin décembre 2026 (en millions de FCFA) .	16
Graphique 8 : Financement intérieur net par stratégie (par rapport au PIB).....	23
Graphique 9 : Profils d'amortissement des dettes extérieure et intérieure après la mise en œuvre de chaque stratégie.....	24
Graphique 10 : Résultats des tests de sensibilité aux chocs.....	27

RESUME

La Stratégie d'Endettement Public à Moyen Terme (SDMT) du Mali pour la période **2027-2029** répond aux exigences communautaires de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Elle vise à couvrir les besoins de financement de l'État au moindre coût, à maintenir les risques financiers à un niveau soutenable et à soutenir **Mali Kura pɛtaasira ka bɛn san 2063 ma à travers la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD) 2024-2033**, avec une cible de croissance annuelle d'au moins **10 %** à long terme. Le champ de la stratégie est limité à la dette de l'Administration centrale.

L'encours de la dette publique est projeté à **7 447 milliards de FCFA** à fin 2026, soit **38,8 % du PIB**. Ce niveau est nettement inférieur au plafond communautaire de 70 %, maintenant le Mali dans la catégorie des pays à risque de surendettement **modéré**.

La dette intérieure demeure prépondérante et représente **58,7 %** de l'encours (**4 372,4 milliards de FCFA**), contre **41,3 %** pour la dette extérieure (**3 074,8 milliards de FCFA**). Le taux d'intérêt moyen pondéré global s'établit à **3,7 %**. Toutefois, la dette intérieure avec un taux d'intérêt moyen de **5,7%** coûte environ sept fois plus chère que la dette extérieure qui s'établit à **0,9 %**.

Le risque de taux d'intérêt reste faible et le risque de change est stable (atténué par la parité fixe de l'Euro qui représente 19 % de l'encours). En revanche, le **risque de refinancement** constitue la principale vulnérabilité en raison de la maturité courte de la dette intérieure, dont la Durée Moyenne de Maturité (ATM) n'est que de **3,2 ans**.

Pour combler les besoins de financement triennaux (**1 858,5 milliards** en 2027 ; **2 044,1 milliards** en 2028 et **2 467,2 milliards** en 2029), quatre scénarios ont été simulés et la **Stratégie S4** a été retenue.

Cette stratégie repose sur une optimisation simultanée du coût et du risque en privilégiant l'**allongement des maturités sur le marché intérieur** (titres ≥ 5 ans) appuyé par un renforcement des concours de la BOAD et du FMI combiné à une **augmentation des financements extérieurs concessionnels et semi-concessionnels**. L'application de la Stratégie S4 portera l'ATM de la dette intérieure à **4,1 ans à l'horizon 2029**, réduisant ainsi le risque de refinancement. Sa mise en œuvre s'accompagnera d'une sélection rigoureuse de projets structurants pour préserver les marges budgétaires.

ENCADRÉ — INFORMATIONS CLES DE LA SDMT 2027-2029

La stratégie retenue pour la période 2027-2029 combine l'allongement des maturités domestiques (via des obligations de 5 ans et plus et la hausse des concours BOAD et FMI) et l'augmentation progressive de la part du financement extérieur (prêts concessionnels et semi-concessionnels).

Pour l'opérationnalisation de cette stratégie (S4), le plan de financement pour 2027 est estimé à 1 858,5 milliards de FCFA dont :

- **Financement Extérieur** (4,8 % du total, soit 90 milliards de FCFA) : Privilégie les bailleurs multilatéraux concessionnels (IDA/FAD/FIDA pour 72 % de l'enveloppe externe).
- **Financement Intérieur** (95,2 % du total, soit 1 768,5 milliards de FCFA) :
 - ✓ Bons du Trésor (1 an) : 15 % (265,3 milliards de FCFA) ;
 - ✓ Obligations Assimilables du Trésor (OAT) de 3 et 5 ans : 41 % (725,1 milliards de FCFA) ;
 - ✓ OAT de 7 et 8 ans : 19 % (336 milliards de FCFA) ;
 - ✓ OAT de 10 et 12 ans (Long terme) : 17 % (300,6 milliards de FCFA) ;
 - ✓ Concours BOAD / FMI : 8 % (141,5 milliards de FCFA).

7 447
Mds FCFA
Dette fin 2026

38,8 %
PIB
Dette/PIB fin 2026

4,1 ans
Maturité moyenne
dette intérieure fin 2029

32,5 %
Dette en devises
fin 2029

Principales cibles de la SDMT 2027-2029

Indicateurs	2026 (base line)	Cibles 2029
Dette/PIB	38,8%	≤ 45%
ATM dette totale	6,6 ans	≥ 7 ans
ATM dette intérieure	3,2 ans	≥ 4 ans
Dette arrivant à échéance à 1 an	16,2%	≤ 15%
Part de la dette libellée en devises	41,3%	≤ 50%

INTRODUCTION

La gestion de la dette publique a pour objectif majeur de pourvoir aux besoins de financement de l'Etat et de ses obligations futures de paiement au moindre coût possible, à court, moyen et long termes, en maintenant les risques à un niveau satisfaisant, tout en réalisant les autres objectifs des Autorités, tels que le développement durable et inclusif, la réduction de la pauvreté, le développement des marchés financiers, etc.

Conformément aux prescriptions du Règlement N°09/2007/CM/UEMOA portant Cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les Etats membres de l'Union, chaque Etat doit se doter d'un document de stratégie d'endettement, à annexer à la loi de Finances initiale.

En application de la disposition communautaire susmentionnée, le Mali, depuis 2017, élabore annuellement un document de Stratégie d'endettement public à Moyen Terme (SDMT) triennal glissant.

La SDMT 2027-2029 s'inscrit notamment dans le cadre de la mise en œuvre de **Mali Kura pɛtaasira ka bɛn san 2063 ma à travers la Stratégie nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD 2024-2033)** ainsi que du Cadre stratégique de Refondation de l'État (CSRE), conformément aux recommandations issues des Assises Nationales de la Refondation (ANR).

Il est utile de rappeler qu'à l'horizon 2063, la Vision ambitionne de faire du Mali une nation émergente, souveraine, apaisée et économiquement indépendante, fondée sur une croissance inclusive, durable et créatrice de valeur, avec une cible de croissance annuelle moyenne d'au moins 10 %.

Dans cette perspective, la période 2027-2029 constitue une phase importante de mobilisation et d'allocation des ressources en faveur des priorités nationales et des Projets structurants de la SNEDD 2024-2033, notamment ceux contribuant à la transformation structurelle de l'économie, au renforcement de la souveraineté et à la création de valeur.

Les orientations budgétaires pour l'atteinte des objectifs susmentionnés s'inscrivent essentiellement dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre des réformes engagées en matière de gestion des finances publiques, notamment la mise en place du Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFP). Conformément aux priorités édictées par le Gouvernement de la Transition, il s'agira de poursuivre les efforts d'amélioration de la collecte des recettes en s'appuyant sur la digitalisation, d'une part, et la rationalisation des dépenses des administrations publiques, d'autre part.

En matière de recettes, l'accent sera mis sur la poursuite des réformes pour l'amélioration de l'efficacité des administrations fiscales, douanières et domaniales, avec comme objectif l'augmentation durable des recettes de l'Etat. Les mesures phares porteront essentiellement sur :

- l'élargissement de l'assiette fiscale à travers la fiscalisation des nouvelles économies ;
- l'accélération du processus d'adoption des textes relatifs à la taxation des propriétés foncières, bâties et non bâties ;
- la poursuite des mesures de rationalisation et de modernisation de la législation fiscale ;
- la poursuite du déploiement de la télé procédure (Télé déclaration, télépaiement, E-quitus, etc.) ;

- le renforcement du contrôle multidisciplinaire à travers le recoupement d'informations entre les administrations ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la loi déterminant le cadre général du régime des exonérations fiscales et douanières au Mali, à travers notamment le toilettage de l'annexe au Code Général des Impôts (CGI) ;
- la maîtrise de l'érosion des recettes fiscales sur les produits pétroliers ;
- la meilleure gestion du portefeuille de l'Etat et l'amélioration du recouvrement des recettes domaniales ;
- le suivi rapproché de la performance des structures par l'extraction automatique et l'analyse des indicateurs de performance ;
- l'amélioration du civisme fiscal et le dénouement rapide des contentieux fiscaux ;
- l'exploitation des avantages du Code minier adopté en 2023 ;
- la poursuite de la digitalisation des moyens de paiement dans les structures de l'Administration.

En matière de dépenses, les actions visant à améliorer l'efficacité de la dépense publique seront poursuivies à travers entre autres :

- la poursuite de la maîtrise de la masse salariale grâce à la mise en œuvre du pacte de stabilité sociale et de croissance ;
- la poursuite du renforcement du processus de sélection et de mise en œuvre des projets structurants, notamment dans le cadre de la Stratégie Nationale pour l'Émergence et le Développement Durable (SNEDD 2024-2033) ;
- la mise en œuvre des recommandations de l'étude relative à l'évaluation du budget-programmes ;
- la poursuite de l'amélioration des processus de prévision et d'exécution budgétaire par le renforcement de l'analyse des risques budgétaires ;
- l'introduction de la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics ;
- la poursuite de la vulgarisation de l'information budgétaire à travers le budget citoyen.

Au regard de l'importance des besoins de financements à l'échelle nationale, la mobilisation d'importantes ressources constitue un défi énorme pour notre pays. La nécessité de définir une Stratégie d'endettement public demeure alors un impératif.

Le présent document répond au besoin de disposer, notamment pour le Comité National de la Dette Publique (CNDP), d'un référentiel pour la supervision des actes d'endettement et une gestion rationnelle de la dette publique. Il s'articule autour des trois principaux points suivants :

- l'analyse du portefeuille de la dette publique au 31 décembre 2026 ;
- l'évaluation de la Stratégie d'Endettement public à Moyen Terme 2026-2028 ;
- la Stratégie d'Endettement public à Moyen Terme 2027-2029.

OBJECTIFS ET CHAMP DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC A MOYEN TERME (SDMT 2027-2029)

Les objectifs de cette stratégie consistent principalement à :

- combler les besoins de financement de l'Etat à moyen terme et faire face convenablement aux obligations de paiement actuelles et futures du Trésor Public ;
- s'assurer que les risques liés au portefeuille de la dette publique restent dans des limites acceptables ;
- optimiser les coûts de financement;
- contribuer au développement du marché régional de titres publics de l'UMOA.

Le champ de la SDMT est circonscrit à la dette publique de l'Administration centrale. Les passifs conditionnels comme les dettes contractées par les collectivités locales, les établissements publics et autres entités assimilables ne sont pas actuellement dans le champ en raison de l'insuffisance de données y afférentes. Toutefois, la portée de la SDMT pourrait être étendue à ces entités dès que ces informations seront disponibles.

I. ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE PROJETE AU 31 DÉCEMBRE 2026

Pour l'analyse du portefeuille de la dette publique du Mali, les indicateurs de suivi ci-après ont été retenus :

- risque de refinancement :
 - (i) durée de vie moyenne de la dette publique;
 - (ii) refinancement sur un (01) an.
- risque de taux d'intérêt :
 - (i) période moyenne de révision;
 - (ii) dette révisable dans un (01) an;
 - (iii) concessionnalité moyenne du portefeuille.
- qualité du portefeuille :
 - (i) risque de change : Ratio dette extérieure/dette publique ;
 - (ii) répartition du portefeuille de la dette publique par devises.
- soutenabilité de la dette publique :
 - (i) indicateurs de viabilité de la dette extérieure ;
 - (ii) Valeur Actualisée (VA)/exportation de biens et services (%) ;
 - (iii) Valeur Actualisée (VA)/PIB (%) ;
 - (iv) Valeur Actualisée (VA)/recettes budgétaires (%) ;
 - (v) indicateurs de viabilité de la dette publique et publiquement garantie.

Ces indicateurs sont tirés de l'analyse du portefeuille projeté de la dette publique à fin 2026 et de la dernière analyse de viabilité de la dette publique du Mali effectuée par le FMI et la Banque mondiale en juillet 2025.

A. REVUE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE

Au 31 décembre 2026, il ressortirait un taux d'endettement de 38,8% du PIB contre 41,8% au 31 décembre 2025. La diminution de ce ratio en 2026 par rapport à 2025 s'explique par le fait que le PIB augmente plus vite que l'encours de la dette.

Il ressort de la revue du portefeuille projeté de la dette publique au 31 décembre 2026 les analyses ci-après :

1. Dette publique

1.1. Composition par type de dettes

Tableau 1 : Composition par type de dettes à fin décembre 2026

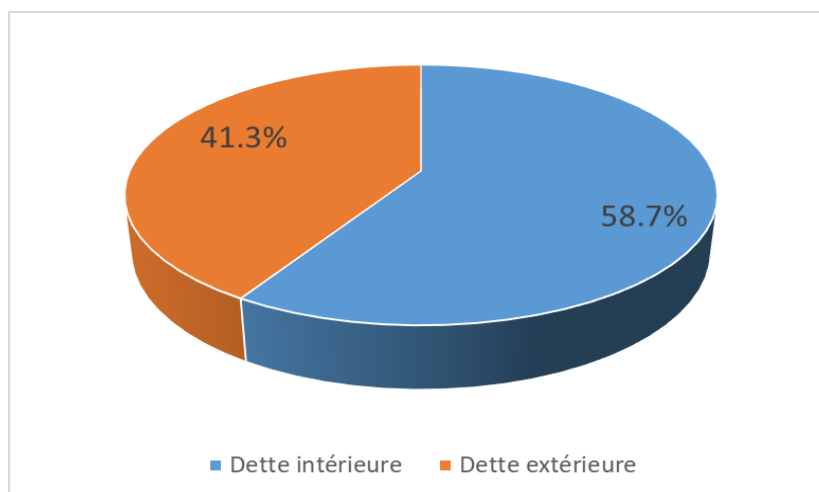
	Montants en millions de FCFA	En % de la dette publique totale	En % du PIB
Dette publique	7 447 252,7	100	38,8
Dette intérieure	4 372 424,3	58,7	22,8
Dette extérieure	3 074 828,4	41,3	16,0

Source : DGDP, DGTCP, INSTAT 2026

NB :

- La dette intérieure est constituée des prêts libellés en monnaie locale, y compris les prêts du FMI et de la BOAD ;
- la dette extérieure est constituée des prêts libellés en devises.

Graphique 1 : Composition de la dette publique à fin décembre 2026



Source : DGDP, DGTCP 2026

Il ressort de l'analyse du portefeuille de la dette publique que l'encours total s'élèverait au 31 décembre 2026 à 7 447,2 milliards de FCFA contre 7 307,7 milliards de FCFA à fin 2025. Cet encours est constitué de 3 074,8 milliards de FCFA de dette extérieure, soit 41,3% de l'encours total et 4 372,4 milliards de FCFA de dette intérieure, soit 58,7% dudit encours.

1.2. Composition par type de taux d'intérêts

Tableau 2 : Composition par type de taux d'intérêts à fin décembre 2026

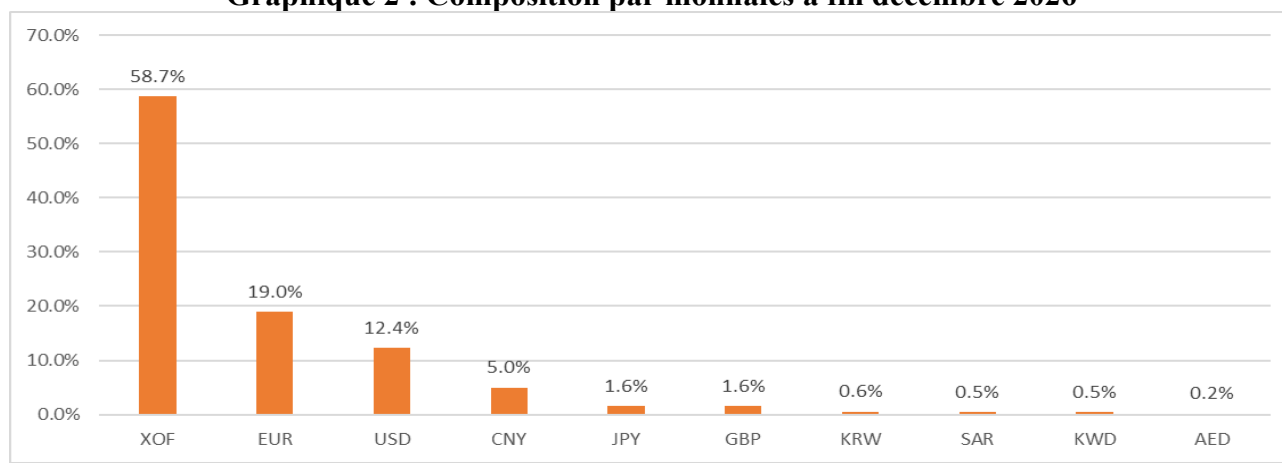
	Montants en millions de FCFA	%
Dette publique	7 447 252,7	100
Dette à taux fixe	7 447 252,7	100
Dette à taux variable	0	0

Source : DGDP 2026

Le portefeuille à fin 2026 serait essentiellement constitué de dettes à taux d'intérêt fixe.

1.3. Composition par monnaies

Graphique 2 : Composition par monnaies à fin décembre 2026



Source : DGDP 2026

Note : XOF = Franc CFA ; CNY = Yuan chinois ; USD = Dollar américain ; EUR = Euro ; KWD = Dinar Koweïtien ; JPY = Yen japonais ; SAR = Riyal saoudien ; AED = Dirham des Emirats Arabes Unis ; KRW = Won Coréen ; GBP = Livre sterling.

La dette publique, au 31 décembre 2026, serait constituée de 41,3% de devises et de 58,7% de monnaie locale (XOF). Il en résulte que le portefeuille pourrait être exposé à un risque de change. Cependant, ce risque serait quelque peu atténué par la proportion de la dette libellée en Euro (19,0%) ayant une parité fixe avec le franc CFA.

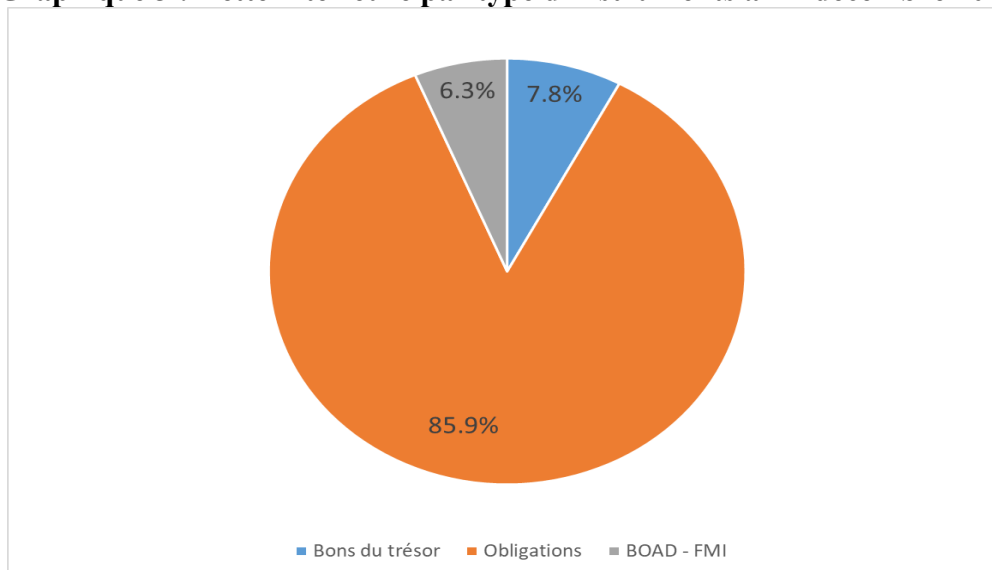
1.4. Dette intérieure par type d'instruments

Tableau 3 : Dette intérieure par type d'instruments à fin décembre 2026

	Montants en millions de FCFA	%
Bons du Trésor	341 173,0	7,8
Obligations	3 755 483,5	85,9
Autres (BOAD et FMI)	275 767,7	6,3
Total Dette intérieure	4 372 424,3	100

Sources : DGTCP ; DGDP 2026

Graphique 3 : Dette intérieure par type d'instruments à fin décembre 2026



Source : DGTCP ; DGDP 2026

La dette intérieure est composée principalement de titres publics à court, moyen et long termes dont 85,9% d'Obligations et 7,8% de Bons du Trésor. Les autres instruments (6,3%) sont constitués des prêts de la BOAD et du FMI.

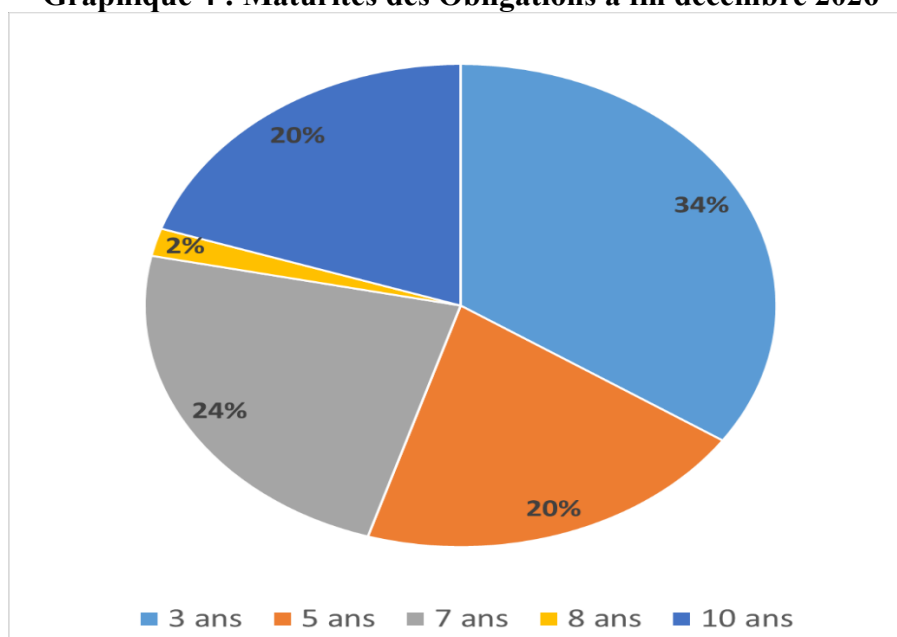
En ce qui concerne les obligations, le tableau ci-après donne les différentes caractéristiques par maturité :

Tableau 4 : Maturités des Obligations à fin décembre 2026

Maturités des Obligations	Montants en Million de FCFA	%
3 ans	1 293 445,8	34
5 ans	762 376,8	20
7 ans	884 956,7	24
8 ans	69 764,2	2
10 ans	744 940,0	20
Total	3 755 483,5	100

Source : DGDP ; DGTCP 2026

Graphique 4 : Maturités des Obligations à fin décembre 2026



A fin 2026, les Obligations de maturité 3 ans, 5 ans, 7 ans, 8 ans et 10 ans représenteraient respectivement 34%, 20%, 24%, 2% et 20% du portefeuille des Obligations. Par mode d'émission, les Obligations par syndication représenteraient 54% des Obligations de longue maturité (5, 7, 8 et 10 ans), 78% des obligations de plus 7 ans et 35% du portefeuille des Obligations.

1.5. Dette extérieure par catégorie de créanciers

Tableau 5 : Dette extérieure par catégorie de créanciers à fin décembre 2026

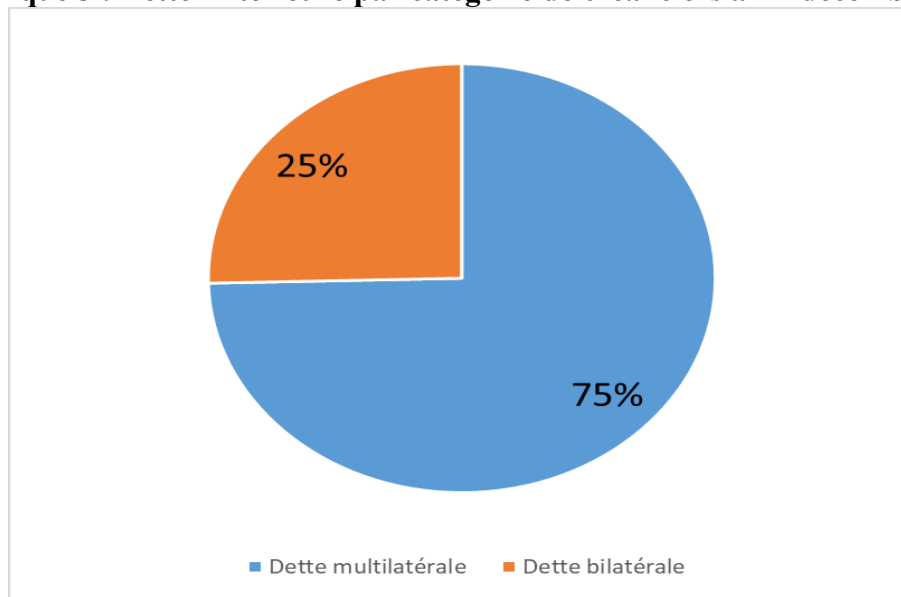
	Montant (millions de FCFA)	%
Dette Multilatérale	2 294 669,5	75
Dette Bilatérale	780 158,9	25
Dette Extérieure	3 074 828,4	100

Source : DGDP 2026

A fin 2026, l'encours de la dette extérieure se décomposerait comme suit :

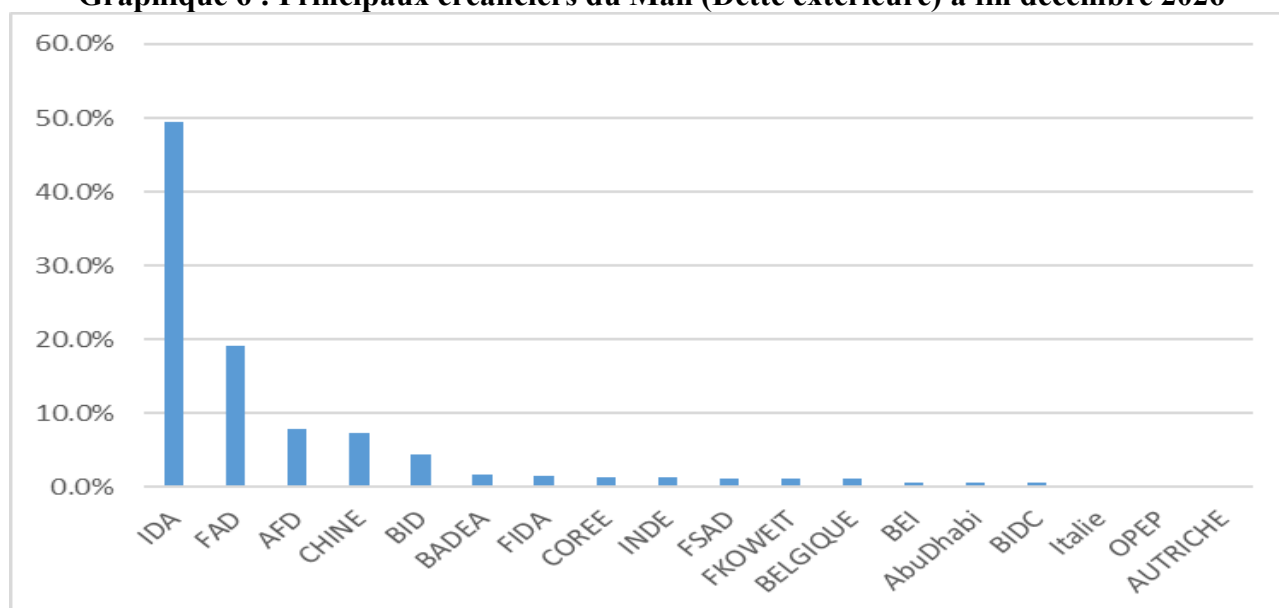
- 2 294,7 milliards de FCFA de dette multilatérale, soit 75% ; et
- 780,2 milliards de FCFA de dette bilatérale, soit 25%.

Graphique 5 : Dette Extérieure par catégorie de créanciers à fin décembre 2026



Source : DGDP 2026

Graphique 6 : Principaux créanciers du Mali (Dette extérieure) à fin décembre 2026



Source : DGDP 2026

Les principaux créanciers du Mali à fin 2026 seraient : la Banque Mondiale (IDA) (49,4%), le FAD (19,1%), l'AFD (7,9%) et la Chine (7,3%). Ces partenaires représenteraient 83,7% du portefeuille de la dette extérieure dont 68,5 % hautement concessionnels (IDA et FAD).

1.6. Coût par type de dette

Tableau 6 : Coût par type de dette à fin décembre 2026

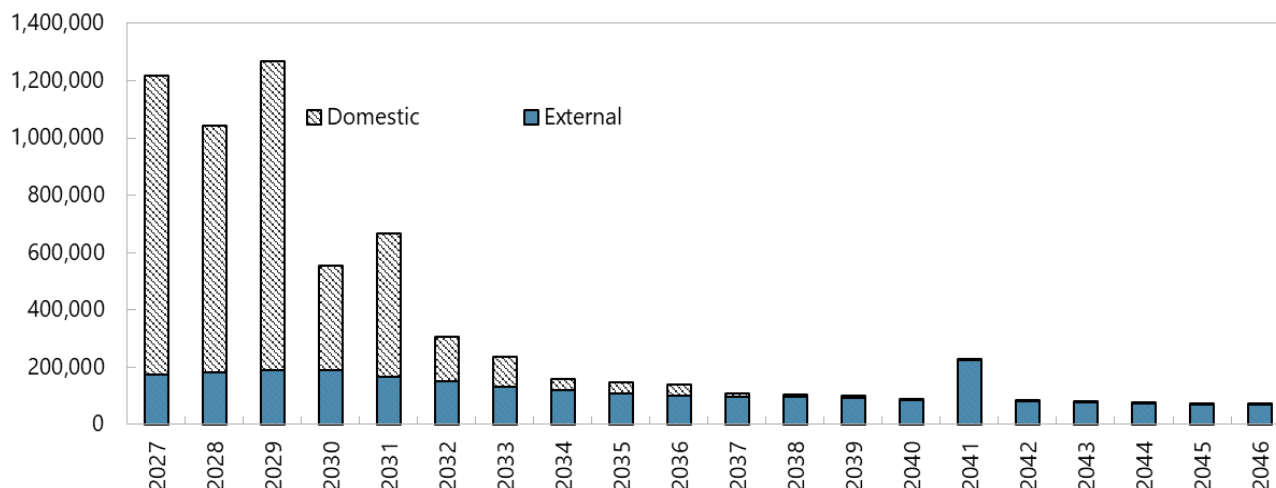
Coût de la Dette	%
Taux d'intérêt moyen sur la dette intérieure	5,7
Taux d'intérêt moyen sur la dette extérieure	0,9
Taux d'intérêt moyen sur la dette totale	3,7

Source : DGDP 2026

L'analyse du portefeuille en termes de coût montre que la dette intérieure coûte environ sept (07) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette publique relativement faible, soit 3,7%, est dû à la concessionnalité de la dette extérieure, soit 0,9%.

1.7. Profil des échéances par type de dette

Graphique 7 : Profil des échéances par type de dette à fin décembre 2026 (en millions de FCFA)



Source : DGDP 2026

Il ressort que 88,0% de la dette intérieure arrive à échéance dans les cinq (05) prochaines années. Quant à la dette extérieure, le profil de remboursement est échelonné sur une période relativement plus longue, prouvant encore une fois son caractère concessionnel.

Suivant le graphique, une évolution en dents de scie du profil de remboursement de la dette totale sur la période 2027-2031 est observée. À partir de 2031, la tendance est baissière sur le reste de la période à l'exception de l'année 2041 pour laquelle un pic est observé en raison de l'échéance in fine du prêt du FMI accordé en 2021. Toutefois, une forte proportion de la dette totale (soit 64,6%) arrive à échéance dans les cinq (05) prochaines années, due à la dette intérieure.

B. RECAPITULATIF DES INDICATEURS

Tableau 7 : Indicateurs de coûts et risques à fin décembre 2026

Indicateurs de coûts et risque		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Dette nominale (millions de FCFA)		3 074 828,4	4 372 424,3	7 447 252,7
Dette nominale (millions de USD)		5 203,2	7 399,0	12 602,2
Dette nominale (% du PIB)		16,0	22,8	38,8
Valeur actualisée nette (% du PIB)		10,7	22,9	33,6
Coût de la dette	Paielement d'intérêt (% PIB)	0,1	1,3	1,4
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	0,9	5,7	3,7
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM	11,4	3,2	6,6
	Dette amortissable durant l'année prochaine (% du total)	5,7	23,8	16,2
	Dette amortissable durant l'année prochaine (% du PIB)	0,9	5,4	6,4
	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	11,4	3,2	6,6
Risque de taux d'intérêt	Dette refixée durant l'année prochaine (% du total)	5,7	23,8	16,2
	Dette à taux d'intérêt fixe incluant les bons (% du total)	100,0	100,0	100,0
Risque de change	Dette en devises (% du total)			41,3
	Amortissements en devise durant l'année prochaine (% du stock de réserves en devises)			0,6

Source : DGDP 2026

A fin 2026, la dette nominale rapportée au PIB représenterait 38,8% contre 41,8% à fin 2025, ce qui respecte les critères de convergence de l'UEMOA ($\leq 70\%$).

Pour la même période, le ratio de la valeur actualisée de la dette publique totale rapportée au PIB représenterait 33,6%, inférieur au seuil indicatif de 55% retenu par le FMI pour les pays ayant une capacité moyenne de gestion de la dette, dont l'Indice Composite est compris entre 2,69 et 3,05 (celui du Mali étant de 2,87 en 2025 selon le rapport de l'Analyse de la Viabilité de Dette effectuée par le FMI en juillet 2025).

Le coût moyen de la dette intérieure a enregistré une hausse sensible par rapport à l'année précédente (5,7% contre 4,0%, soit +1,7 point de pourcentage et une progression de 42,5%), et il est sept (7) fois supérieur à celui de la dette extérieure. Cette évolution traduit le renchérissement des conditions de mobilisation sur le marché régional. Par ailleurs, le coût moyen de la dette publique relativement faible, soit 3,7%, est dû à la dette extérieure qui est fortement concessionnelle, soit 0,9 %.

Les indicateurs faisant référence à la maturité moyenne (3,2 ans) et la proportion de dette intérieure qui arrive à échéance dans un (01) an (23,8%) montrent l'existence d'un risque de refinancement.

Toutefois, ce risque est atténué lorsqu'on rapporte l'analyse à la dette totale (6,6 ans) du fait de la concessionnalité de la dette extérieure (11,4 ans).

La proportion de la dette intérieure devant être refinancée dans un (1) an est de 23,8%. Le portefeuille étant intégralement contracté à taux fixe, cette proportion ne traduit pas une exposition directe à la

variation des taux mais un risque de taux d'intérêt induit par le refinancement : le renouvellement de cette dette s'effectuera aux conditions de marché prévalant à l'échéance.

Il importe de faire également mention du risque de change dû à la forte proportion de dette libellée en devises dans le portefeuille, soit 41,3%. Cependant, ce risque serait atténué par la proportion de dette libellée en Euro (19,0%) ayant une parité fixe avec le franc CFA.

II. REVUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE 2026-2028

La Stratégie d'Endettement public à Moyen Terme (SDMT) 2026-2028 consistait à l'extension de la maturité des instruments de la dette intérieure et l'augmentation de la part des instruments BOAD et FMI combinée à une augmentation des prêts concessionnels.

Tableau 8 : Cibles stratégiques des indicateurs de la SDMT 2026-2028

INDICATEURS	VALEURS		
	CIBLES	AU 31/12/2025	AU 31/12/2026
Durée de vie moyenne de la dette intérieure	Supérieure à 3,6 ans	2,9 ans	3,2 ans
Part de la dette arrivant à échéance dans 1 an	Inférieure à 10%	19,9%	16,2%
Part de la dette libellée en devises	50-55%	37,3%	41,3%

Source : CNDP/DGDP 2026

Comparativement à leurs valeurs au 31 décembre 2025, les indicateurs retenus dans le cadre de la mise en œuvre de la SDMT 2026-2028 évoluent vers leurs cibles respectives. La durée de vie moyenne de la dette intérieure devrait augmenter d'environ 4 mois, la part de la dette arrivant à échéance dans 1 an devrait se réduire de 3,7 points de pourcentage et la part de la dette libellée en devise devrait progresser de 4 points de pourcentage.

Pour l'année 2026, la Stratégie de financement retenue envisageait une mobilisation globale de 2 006,6 milliards de FCFA avec une répartition de 4,1% pour les instruments de dette extérieure et 95,9% pour ceux de la dette intérieure. Sur la base des réalisations au 30 juin 2026 et des décaissements attendus jusqu'à la fin de l'année 2026, cette mobilisation devrait atteindre 1 594,7 milliards de FCFA avec un financement extérieur qui représenterait 5,6%, contre 7,0% pour l'année 2025.

S'agissant de la dette intérieure, il avait été retenu de poursuivre le reprofilage du portefeuille consistant à augmenter graduellement la part des titres publics de longues maturités (obligations du Trésor à partir de 5 ans) tout en mettant l'accent sur l'amélioration des coûts des ressources à mobiliser. Aussi, les émissions de titres sur les maturités benchmark (91 jours, 182 jours, 364 jours, 3 ans, 5 ans, 7 ans, 10 ans, etc.) devaient être maintenues sur la période.

A ce titre, pour l'année 2026, les émissions de titres publics sur le marché financier régional de l'UEMOA étaient fixées à 61% et 39% respectivement pour les Obligations et les Bons du Trésor. La mobilisation des ressources intérieures a été marquée par une amélioration globale de la liquidité sur le marché financier régional.

A la date du 15 août 2026, sur la base des réalisations et des émissions programmées jusqu'à la fin de l'année 2026, les proportions ressortiraient à 21% pour les Bons du Trésor et 79% pour les

Obligations du Trésor. Au 31 décembre 2026, les émissions de plus longues maturités (5 ans, 7 ans, 10 ans et 12 ans) représenteraient 30% contre une prévision de 43%.

De l'évaluation, il ressort qu'en 2026, la mise en œuvre de la Stratégie a été fortement impactée par le recours aux Titres publics de courtes maturités. A cela s'ajoutent les effets de la crise sécuritaire qui impactent négativement la bonne mise en œuvre de certains Projets ou Programmes, entraînant le ralentissement du rythme des activités sur le terrain devant faire l'objet de mobilisation des ressources extérieures.

III. SOURCES DE FINANCEMENT (EXTERIEURES ET INTERIEURES), PLAFOND D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR LA PERIODE 2027-2029

Dans cette section, les points suivants seront abordés :

- la justification de l'emprunt ; et
- les orientations de la Politique d'endettement public pour la période 2027-2029.

A. JUSTIFICATION DE L'EMPRUNT PUBLIC

En dépit des défis auxquels le Mali est confronté, l'économie nationale demeure résiliente avec un taux de croissance moyen de 4,8% du PIB au cours des quatre dernières années (2022 à 2025). Nonobstant cette performance, le Budget de l'Etat est resté structurellement déficitaire. Cette situation résulte de l'insuffisance des ressources propres et d'une augmentation continue des besoins de financement.

Pour l'année 2027, les orientations économiques et financières visent l'atteinte d'un taux de pression fiscale de 15,8%. En cohérence avec les perspectives macroéconomiques, le besoin de financement net (à couvrir par emprunts) de l'Etat ressortirait en 2027 à 1 858,5 milliards de FCFA (soit 9,0% du PIB nominal) contre 2 006,6 milliards de FCFA en 2026. Ce besoin correspond au déficit primaire, majoré de l'amortissement de la dette et des charges d'intérêts, et diminué des produits provenant de la cession des actifs et des remboursements des prêts et avances.

1. Besoins de financement

Tableau 9 : Besoins de financement (Milliards de FCFA)

	2026 (LFI)	2027 (LFI)	2028	2029
Recettes publiques (y compris dons)	3 057,8	3 547,3	4 044,7	4 483,4
Dépenses totales hors intérêts	3 332,4	3 840,1	4 249,8	4 915,8
Solde Primaire	-274,6	-292,8	-205,1	-432,4
Intérêts	245,9	303,3	365,5	363,7
Amortissement	1 499,6	1 270,0	1 480,8	1 677,8
Produits provenant de la cession des actifs	-10,0	-5,0	-5,0	-5,0
Remboursements de prêts et avances	-3,4	-2,5	-2,4	-1,7
Besoins de Financement	2 006,6	1 858,5	2 044,1	2 467,2
PIB	19 182,0	20 666,8	22 551,3	24 368,7
Besoins de Financement (%PIB)	10,5	9,0	9,1	10,1

Sources : DGB - INSTAT- DGDP-DNPD-DGTCP 2026

Les besoins de financement par emprunts pour les trois (3) prochaines années se présentent comme suit :

- **1 858,5 milliards de FCFA en 2027 ;**
- **2 044,1 milliards de FCFA en 2028 ;**
- **2 467,2 milliards de FCFA en 2029.**

Malgré l'augmentation du déficit primaire, le besoin de financement a diminué de 7,4%, passant de 2 006,6 milliards FCFA en 2026 à 1 858,5 milliards FCFA en 2027. Cette diminution s'explique par la baisse du niveau d'amortissement attendu sur la dette de marché, due à un recours moins important aux Bons du Trésor.

2. Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2027

Les termes et conditions des nouveaux emprunts intérieurs et extérieurs sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 10 : Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2027

Type / Nom Instrument	Fixe / Variable	Concessionnel /condition du marché	Maturité (ans)	Délai de Grace (ans)	¹Taux d'intérêt (%)
Multilatéral (IDA, FAD, FIDA)	Fixe	Concessionnel	38-40	6-11	0 - 0,75
Multilatéral (BIDC,OPEP)	Fixe	Concessionnel	20-25	5-7	1-3
Bilatéral Arabe (FSAD, FKOW, FDAD)	Fixe	Concessionnel	24-30	4-7	1-2,5
Multilatéral (BID, BADEA)	Fixe	Concessionnel	25-32	3-10	1-3
Bilatéral Asie (Chine +Inde + Corée du Sud)	Fixe	Concessionnel	20-25	5-6	1-2
FMI	Fixe	Concessionnel	10	5	0,25
BOAD	Fixe	Concessionnel - Marchand	10-20	3-6	2,25-7,6
Bons du Trésor 1 an	Fixe	Marché	1	0	3,00-9,00
Obligations de 3 ans	Fixe	Marché	3	2	5,90-6,15
Obligations de 5 ans	Fixe	Marché	5	2-4	6-6,35
Obligations de 7ans-8 ans	Fixe	Marché	7-8	2-7	6,35-6,55
Obligations de 10 ans – 12 ans	Fixe	Marché	10	3-9	6,40-6,75

Source : DGDP, DGTCP 2026

La structure du financement pour les nouveaux emprunts envisagés en 2027 peut être répartie en deux catégories :

- d'une part, les ressources concessionnelles auprès des partenaires extérieurs, caractérisées par des maturités longues, des périodes de grâce substantielles et des taux d'intérêt relativement faibles, offrant ainsi des conditions favorables à la maîtrise du coût du service de la dette et à la réduction du risque de refinancement ;

¹ Pour les Bons du Trésor, les taux sont fixés en fonction de l'évolution du marché.

- d'autre part, les financements de marché, dont les maturités plus courtes et les taux plus élevés traduisent un coût de mobilisation nettement supérieur à celui de la dette extérieure.

Dans ce contexte, la mobilisation des ressources concessionnelles auprès des partenaires multilatéraux et bilatéraux doit être privilégiée, tout en recourant aux instruments de marché de manière sélective, en fonction des besoins de financement et de la capacité d'absorption du budget. Cette approche contribuerait à optimiser le coût du portefeuille, lisser le profil des remboursements et préserver la soutenabilité de la dette publique à moyen et long termes.

B. ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE D'ENDETTEMENT POUR LA PERIODE 2027-2029

Le Gouvernement de la République du Mali privilégie une Politique d'endettement prudente qui consiste à couvrir les besoins de financement, principalement, par des financements concessionnels.

A cet effet, les orientations globales en matière d'emprunts publics extérieurs et intérieurs et de gestion de la dette pour les années 2027, 2028 et 2029 portent sur des plafonds d'endettement qui se chiffrent respectivement à 1 858,5 milliards de FCFA, 2 044,1 milliards de FCFA et 2 467,2 milliards de FCFA.

Toutefois, compte tenu de la conjoncture, le Gouvernement prévoit de recourir aux Bons et Obligations du Trésor sur le marché financier régional, suivant un Calendrier indicatif annuel qui sera publié en début de chaque année par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Parallèlement, les efforts se poursuivront pour la mobilisation des ressources extérieures. Les proportions de ces différents instruments dans les nouveaux besoins de financement seront déterminées selon la Stratégie retenue.

IV. STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR LA PERIODE 2027-2029

Sur la base des tendances actuelles de la politique de mobilisation des ressources extérieures et intérieures et des actions menées par le Gouvernement pour diversifier les sources de financement, quatre (4) Stratégies seront testées.

A cet effet, une présentation des quatre (4) Stratégies sera faite, suivie de la validation des hypothèses et de l'analyse des résultats. Ainsi, la Stratégie présentant les meilleures caractéristiques en termes de coût et de risque sera retenue.

A. PRESENTATION DES STRATEGIES

Les Stratégies testées, au nombre de quatre (S1, S2, S3 et S4), sont présentées dans cette section.

1. STRATEGIE S1 : STRATEGIE DE BASE

La première stratégie (S1) ou **Stratégie de base** consiste à maintenir la tendance actuelle de la politique de mobilisation de nouveaux financements.

A cet effet, pour le financement intérieur, l'accent sera mis sur les Bons et Obligations du Trésor avec des maturités proches de l'existant.

Concernant la mobilisation des ressources extérieures, il s'agira de continuer à faire recours essentiellement aux financements hautement concessionnels et concessionnels de type IDA, FAD et FIDA.

Pour cette Stratégie, la proportion de la dette intérieure dans les nouveaux besoins de financement est maintenue à 95,2% durant la période 2027-2029.

2. STRATEGIE S2 : EXTENSION DES MATURITES DOMESTIQUES ET AUGMENTATION DE LA PART DES FINANCEMENTS BOAD ET FMI

Dans la Stratégie S2, il s'agit de changer la structure de la dette intérieure en augmentant la part des Obligations de plus de 5 ans et aussi celle des financements BOAD et FMI.

Dans cette Stratégie, le financement domestique représenterait 95,2% des besoins de financement sur la période. Parallèlement, l'Etat continuera à mobiliser les ressources concessionnelles et semi-concessionnelles.

3. STRATEGIE S3 : AUGMENTATION PROGRESSIVE DE LA PART DU FINANCEMENT EXTERIEUR (PRETS CONCESSIONNELS ET SEMI-CONCESSIONNELS)

Dans cette stratégie, il s'agit de procéder à une diminution de la part de la dette intérieure au profit de celle de la dette extérieure. A cet effet, le financement extérieur passerait de 4,8% en 2027 à 12% en 2029.

Par ailleurs, les prêts hautement concessionnels et concessionnels passeraient de 3,5% en 2027 à 9,0% en 2029 et les prêts semi-concessionnels évolueraient de 1,4% en 2027 à 3,9% en 2029.

4. STRATEGIE S4 : EXTENSION DES MATURITES DOMESTIQUES, AUGMENTATION DES PRETS CONCESSIONNELS

Cette stratégie consistera à l'extension de la maturité des instruments de la dette intérieure combinée à une augmentation du volume des prêts concessionnels.

Ainsi, la structure de la dette intérieure a été modifiée en augmentant la part des obligations de plus de 5 ans et celles des financements de la BOAD et du FMI.

De même, l'Etat continuera à mobiliser davantage les ressources concessionnelles et semi-concessionnelles. Le financement extérieur passerait de 4,8% en 2027 à 12% en 2029.

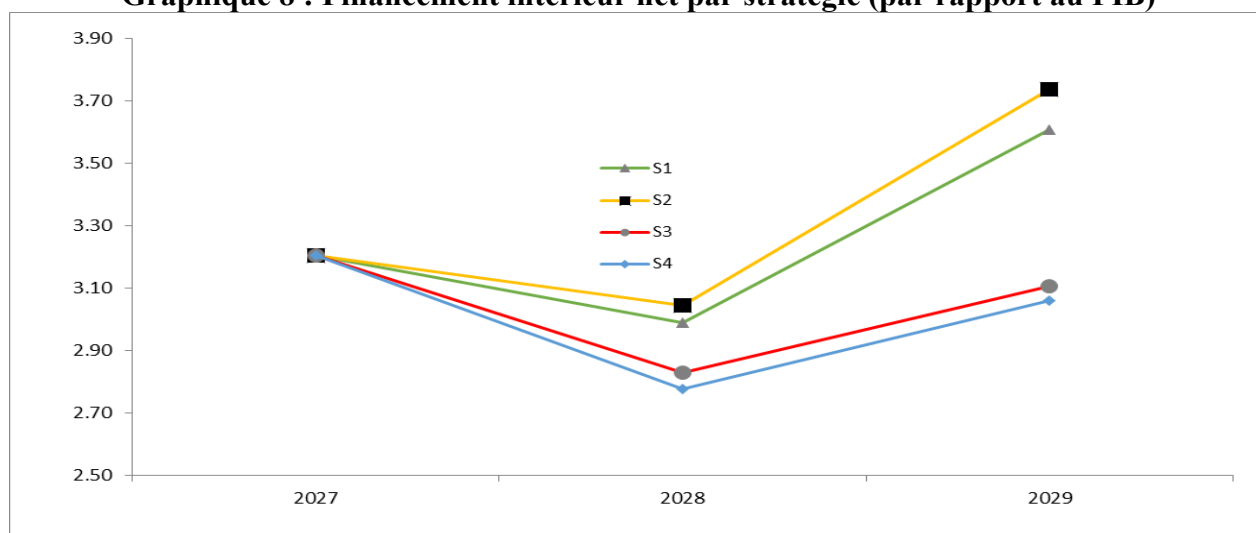
B. VALIDATION DES HYPOTHESES

Tableau 11 : Financement intérieur net par Stratégie (par rapport au PIB)

Financement intérieur net/PIB	2027	2028	2029
S1	3.21	2.99	3.61
S2	3.21	3.04	3.74
S3	3.21	2.83	3.10
S4	3.21	2.78	3.06

Source : DGDP 2026

Graphique 8 : Financement intérieur net par stratégie (par rapport au PIB)



Source : DGDP 2026

Le tableau et le graphique ci-dessus représentent l'évolution du ratio « financement intérieur net » rapporté au PIB à travers les différentes stratégies examinées.

Pour toutes les Stratégies, le ratio reste positif sur toute la période, ce qui s'explique par des mobilisations de ressources domestiques supérieures aux remboursements. Ce ratio est plus accentué au niveau des stratégies S1 et S2 en raison de la diminution de la proportion du financement intérieur dans S3 et S4.

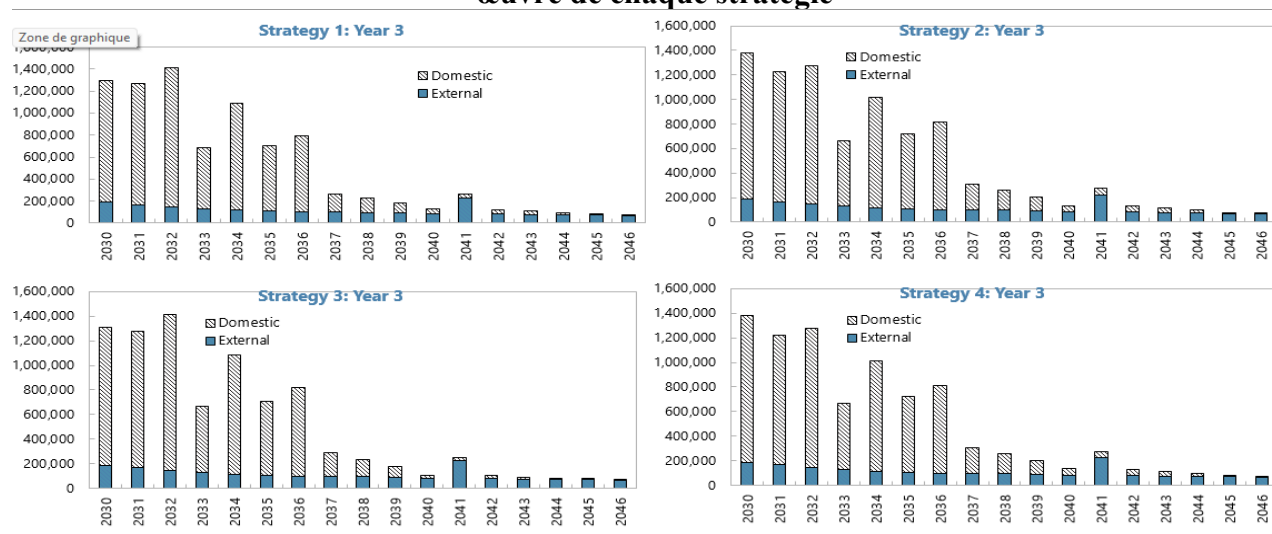
La période est marquée par un besoin de financement qui croît plus vite que le PIB. A cet effet, la part dédiée au financement intérieur demeure importante malgré une progression du financement extérieur, notamment pour S3 et S4.

C. ANALYSE DES RESULTATS

Les résultats des simulations des quatre (04) Stratégies ci-dessus énumérées à l'aide de l'outil SDMT sont présentés dans cette section. Ces Stratégies sont comparées entre elles et sont évaluées par rapport à la situation de référence qui correspond à celle prévue pour fin 2026.

1. Profils d'amortissement et indicateurs de coûts et de risques

Graphique 9 : Profils d'amortissement des dettes extérieure et intérieure après la mise en œuvre de chaque stratégie



Source : DGDP 2026

Tableau 12 : Indicateurs de coûts et risques

Indicateurs de coûts et risque		Référence	Stratégies			
			S1	S2	S3	S4
Dettes nominale (% du PIB)		38,8	38,99	38,93	38,95	38,92
Valeur actualisée (% du PIB)		33,6	35,6	35,7	34,9	35,2
Paieement d'intérêt (% du PIB)		1,4	1,6	1,6	1,6	1,6
Taux d'intérêt moyen pondéré (%)		3,7	5,10	4,96	4,91	4,82
Risque de refinancement	Dettes amortissable durant l'année prochaine (% du total)	16,2	14,25	13,39	14,01	13,40
	Dettes amortissable durant l'année prochaine (% du PIB)	6,4	5,5	5,2	5,5	5,2
	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette extérieure	11,4	11,5	11,5	12,1	12,2
	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette domestique	3,2	4,0	4,1	3,9	4,1
	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette totale	6,6	6,2	6,3	6,5	6,7

Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	6,6	6,2	6,3	6,5	6,7
	Dettes refixées durant l'année prochaine (% du total)	16,2	13,4	14,2	13,4	14,0
	Dettes à taux d'intérêt fixe (% du total)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	Bons du Trésor (% du Total)	4,5	1,8	3,0	1,7	2,8
Risque de change	Dettes libellées en devises (% du total)	41,3	29,9	30,1	32,3	32,5
	Amortissement en devise durant l'année prochaine (% du stock de réserves en devises)	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6

Source : DGDP 2026

De façon générale, l'analyse du profil d'amortissement à fin 2029 des quatre (04) Stratégies montre une concentration des remboursements sur les sept (07) prochaines années à compter de 2030, due en partie à la forte proportion réservée au financement domestique dans les nouveaux besoins de financement.

Stratégie S1 :

La durée moyenne de remboursement du portefeuille (ATM) est de 11,5 ans et 4,0 ans respectivement pour les dettes extérieure et intérieure contre 11,4 ans et 3,2 ans pour la situation de référence.

La part de la dette publique arrivant à échéance dans un (01) an s'est améliorée, passant de 16,2% en 2026 à 14,3% en 2029.

Le coût de la dette publique (ou le taux d'intérêt moyen pondéré) augmente en passant de 3,7% dans l'année de référence à 5,1% au niveau de S1. Cela s'explique par la forte proportion de la dette intérieure dans le financement des nouveaux besoins.

Le niveau du risque de change est en baisse puisque le pourcentage de la dette en devise a diminué, en passant de 41,3% dans l'année de référence à 29,9% en 2029 dans S1.

Stratégie S2 :

La durée moyenne du portefeuille de la dette intérieure a connu une hausse par rapport à la période de référence, passant de 3,2 ans à 4,1 ans.

La durée moyenne de la dette extérieure a connu une légère augmentation dans cette stratégie en s'établissant à 11,5 ans contre 11,4 ans dans la situation de référence. Aussi, la durée moyenne du portefeuille global connaît une détérioration, en passant de 6,6 ans dans la situation de référence à 6,3

ans due à la forte proportion du financement intérieur, notamment celle des instruments de courte maturité dans le financement des nouveaux besoins.

Le coût de la dette publique (ou le taux d'intérêt moyen pondéré) augmente en passant de 3,7% dans la situation de référence à 5,0%. Cette augmentation se justifie également par la forte proportion de la dette intérieure dans le financement des nouveaux besoins.

Le niveau du risque de change a diminué, dû à la part de la dette en devise qui est passée de 41,3% dans la situation de référence à 30,1 % en 2029 dans S2.

Stratégie S3 :

La durée moyenne de remboursement du portefeuille (ATM) est de 12,1 ans et 3,9 ans respectivement pour les dettes extérieure et intérieure contre 11,4 ans et 3,2 ans pour la situation de référence.

La part de la dette publique arrivant à échéance dans un (01) an s'est améliorée, passant de 16,2% en 2026 à 14,0% en 2029.

Le coût de la dette publique (ou le taux d'intérêt moyen pondéré) augmente en passant de 3,7% dans l'année de référence à 4,9% au niveau de S3. Cette augmentation est due à la forte proportion de la dette intérieure dans le financement des nouveaux besoins.

Le niveau du risque de change est en baisse puisque le pourcentage de la dette en devise a diminué, en passant de 41,3 % dans l'année de référence à 32,3 % en 2029 dans S3.

Stratégie S4 :

Tout comme la stratégie 2, la durée moyenne du portefeuille de la dette intérieure a connu une légère hausse par rapport à la période de référence, passant de 3,2 ans à 4,1 ans.

La durée moyenne de la dette extérieure a connu une légère augmentation dans cette Stratégie en s'établissant à 12,2 ans contre 11,4 ans dans la situation de référence. Aussi, la durée moyenne du portefeuille global connaît une amélioration, en passant de 6,6 ans dans la situation de référence à 6,7 ans grâce à l'augmentation de la part du financement extérieur.

Le coût de la dette publique (ou le taux d'intérêt moyen pondéré) augmente en passant de 3,7% dans la situation de référence à 4,8%. Cette augmentation se justifie également par la forte proportion de la dette intérieure dans le financement des nouveaux besoins.

Le niveau du risque de change a diminué, dû à la part de la dette en devise qui est passée de 41,3% dans la situation de référence à 32,5 % en 2029 dans S4.

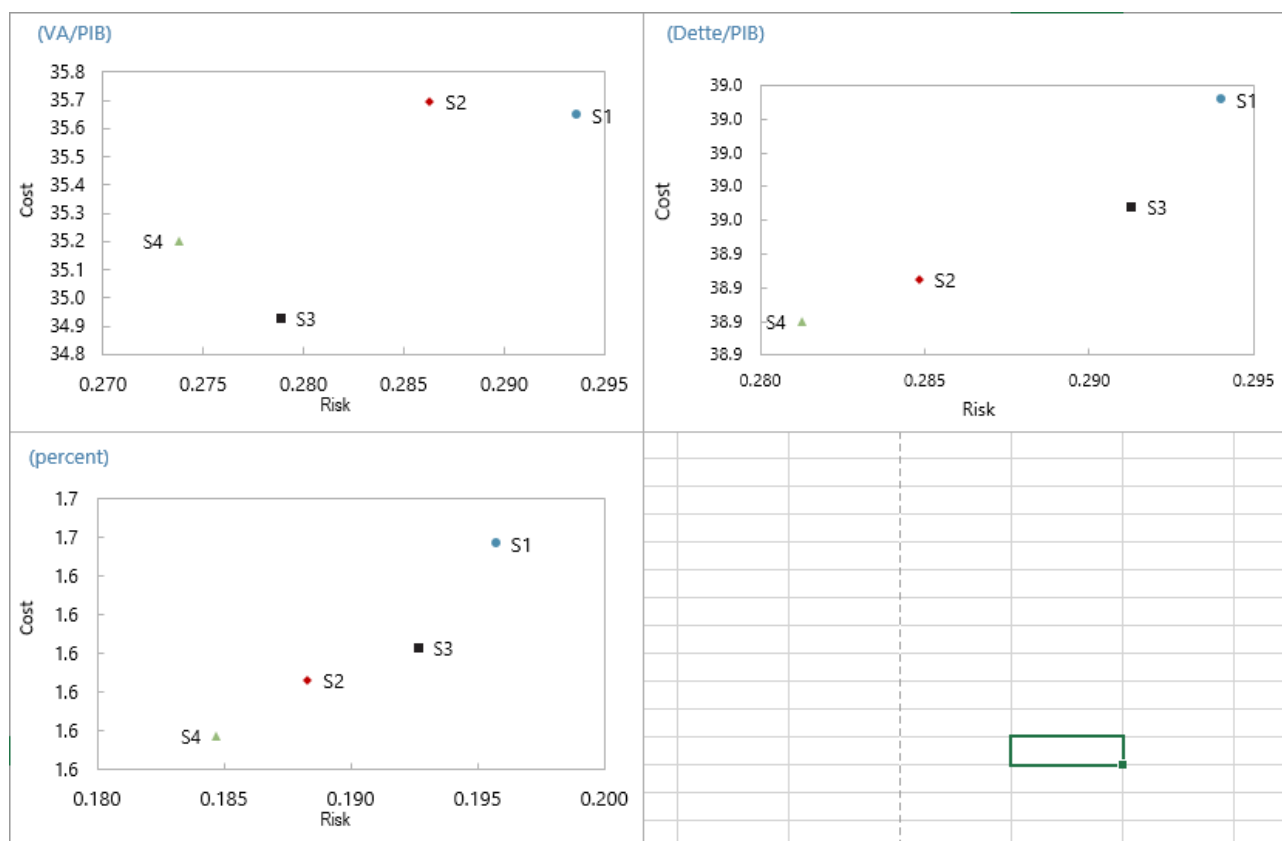
2. Analyse de la sensibilité aux chocs, choix de la stratégie et perspectives de viabilité de la dette

2.1 Analyse de la sensibilité aux chocs

Cette section se propose de faire l'analyse de la vulnérabilité du portefeuille de la dette publique du Mali. Pour ce faire, on procédera à des tests de simulation de différents chocs qui consistent :

- en une dépréciation du Franc CFA de l'ordre de 30% par rapport aux devises du portefeuille à l'exception de l'Euro ;
- en une augmentation des taux d'intérêt réels domestiques modérée de 1,5 point de pourcentage ;
- en une augmentation des taux d'intérêt réels domestiques extrême de 3,0 points de pourcentage ;
- et à une combinaison d'une dépréciation de 15% du Franc CFA et de l'augmentation modérée des taux d'intérêt.

Graphique 10 : Résultats des tests de sensibilité aux chocs



Source : DGDP 2026

Tableau 13 : Résultats des tests de sensibilité aux chocs

Indicateurs	Stratégies			
	S1	S2	S3	S4
Intérêt/PIB	0.196	0.188	0.193	0.185
VA/PIB	0.2936	0.2863	0.2788	0.2738
Dettes/PIB	0.2940	0.2848	0.2913	0.2813

Source : DGDP 2026

Les tests de sensibilité montrent que la Stratégie S1 exerce plus de pression sur le ratio « encours de la dette/PIB (%) » par rapport aux autres stratégies, en termes de risque et de coût. Par contre, S4 présente les meilleurs rapports coût/ risque.

En ce qui concerne le ratio « valeur actuelle/PIB (%) », les Stratégies S1 et S2 sont les plus risquées et les plus coûteuses par rapport aux autres. Par ailleurs, la Stratégie S4 est plus coûteuse que S3 mais moins risquée qu'elle.

S'agissant du ratio « intérêt/PIB (%) », la Stratégie S1 exerce plus de pression par rapport aux autres stratégies, en termes de risque et de coût. Par contre, S4 présente les meilleurs rapports coût/ risque.

2.2 Choix de la Stratégie

Il ressort des résultats de l'analyse des indicateurs de coût et de risque et de l'analyse de sensibilité aux chocs que S4 est la Stratégie optimale. En effet, les niveaux des taux d'intérêt et de valeur nominale de la dette totale rapportés chacun au PIB favorisent S4. Le choix de S4 est également motivé par la nécessité de recourir davantage au financement extérieur concessionnel en vue de réduire le risque de refinancement et le coût de la dette.

A titre de rappel, S4 vise l'extension de la maturité des instruments de la dette intérieure en augmentant la part des Obligations de plus de 5 ans et celles des financements de la BOAD et du FMI, combinée à une augmentation des prêts concessionnels.

L'exposition du portefeuille au risque de change diminue, en raison du niveau élevé du financement intérieur malgré l'augmentation de la part du financement extérieur dans les nouveaux besoins.

2.3 Mesures de mise en œuvre de la Stratégie retenue

La Stratégie S4 retenue consiste à l'extension de la maturité des instruments de la dette intérieure en augmentant la part des Obligations de plus de 5 ans et celles des financements de la BOAD et du FMI, combinée à une augmentation des prêts concessionnels. Pour la bonne mise en œuvre de cette stratégie, les recommandations ci-après sont formulées :

- améliorer le cadre macroéconomique qui pourrait impacter positivement la notation financière et l'attractivité du pays afin de faciliter la mobilisation des ressources intérieures et extérieures;
- améliorer la gestion et le suivi des Projets et programmes de développement afin de booster le niveau des décaissements ;
- poursuivre les efforts de l'Etat pour honorer, à bonnes dates, ses engagements économiques et financiers avec ses partenaires afin d'éviter les suspensions de décaissements et de faciliter la mise en place de programmes économiques ;
- recourir aux emprunts intérieurs de plus longues maturités et équilibrer les échéances, en augmentant la part des émissions d'Obligations du Trésor d'au moins 5 ans pour éviter d'avoir des années de forte concentration du règlement du service de la dette.

Afin de mettre en œuvre la Stratégie retenue dès l'année 2027, un plan annuel de financement a été élaboré pour opérationnaliser la Stratégie d'endettement. Ce plan est présenté dans le tableau ci-dessous.

Tableau 14 : Plan annuel de Financement 2027 (millions de F CFA)

Source	Créanciers	Montant	Part (%)	
			Source	Globale
Extérieure	IDA/FAD/FIDA	64 800	72,0	3,5
	OPEP/Fonds arabes	5 400	6,0	0,3
	ITALIE	4 500	5,0	0,2
	BID/BADEA	9 000	10,0	0,5
	CHINE	6 300	7,0	0,3
Total Extérieure		90 000	100,0	4,8
Intérieure	BOAD/FMI	141 480	8,0	7,6
	Bons du Trésor	265 275	15,0	14,3
	OAT de 3 ans	477 495	27,0	26,0
	OAT de 5 ans	247 590	14,0	13,0
	OAT de 7 ans et 8 ans	336 015	19,0	18,1
	OAT de 10 ans et 12 ans	300 645	17,0	16,2
Total Intérieure		1 768 500	100,0	95,2
Total		1 858 500	100,0	100,0

Source : DGTCP/DGDP 2026

Le plan annuel de financement détermine, conformément au besoin de financement fixé par la loi de finances, les montants à emprunter en 2027 auprès des bailleurs de fonds et sur le marché domestique par type d'instrument. Concernant les émissions de Bons et Obligations du Trésor, un Calendrier d'émission annuel sera publié avec les dates d'émissions et les montants par maturité.

3. Perspectives de viabilité de la dette publique

Selon le Cadre de Viabilité de la Dette des Pays à Faibles Revenus (CVD-PFR) en vigueur depuis juillet 2018 la dette extérieure est viable lorsque sa Valeur Actuelle (VA) est inférieure à 180% des exportations de biens et services, à 40% du PIB et son service inférieur à 15% des exportations et à 18% des recettes budgétaires.

Pour le Mali, les projections du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (BM) indiquent qu'en 2026, les ratios se rapportant à la Valeur Actuelle sont respectivement de 50,9% des exportations de biens et services, de 15,5% du PIB et ceux relatifs au service de la dette publique sont de 4,7% des exportations et de 6,6% des recettes budgétaires. **Par conséquent, le Mali est dans la catégorie des pays à risque de surendettement modéré.**

Ces ratios devraient demeurer inférieurs aux seuils pertinents jusqu'en 2035 si les tendances actuelles de l'économie se maintiennent et si l'endettement futur est conforme à la stratégie adoptée. La mise en œuvre effective des orientations stratégiques à long terme et la poursuite d'une stratégie financière privilégiant les mécanismes de financement innovants, ainsi que la mobilisation des dons et des emprunts extérieurs concessionnels et/ou semi-concessionnels devraient consolider la viabilité de la dette.

V. RECOMMANDATIONS

Pour améliorer l'élaboration et favoriser la mise en œuvre de la Stratégie d'Endettement public du Mali, les recommandations ci-dessous sont formulées :

1. **poursuivre l'amélioration du cadre macroéconomique qui pourrait impacter positivement la notation financière et l'attractivité du pays afin de faciliter la mobilisation des ressources intérieures et extérieures ;**
2. **mobiliser davantage de ressources concessionnelles et semi-concessionnelles ;**
3. **privilégier les emprunts intérieurs de plus longues maturités et l'équilibrage des échéances**, en augmentant la part des émissions d'Obligations du Trésor d'au moins 5 ans, pour éviter d'avoir des années de forte concentration du règlement du service de la dette ;
4. **poursuivre une politique prudente de mobilisation d'emprunts à taux fixe**. La dette publique contractée à des taux fixes limite le risque de taux d'intérêts ;
5. **diversifier les sources de financement en recourant aux mécanismes de financements innovants** (Partenariats Public Privé, finance climatique, finance islamique, Diaspora Bonds, ...) ;
6. **poursuivre les efforts de l'Etat pour honorer, à bonnes dates, ses engagements économiques et financiers avec ses Partenaires Techniques et Financiers afin d'éviter les suspensions de décaissements et de faciliter la mise en place de programmes économiques ;**
7. **poursuivre les efforts d'amélioration du dispositif de gestion et de suivi des Projets et Programmes de développement financés sur ressources extérieures afin de booster le niveau des décaissements ;**
8. **renforcer la coordination entre les structures impliquées dans la gestion de la dette publique ;**
9. **renforcer les capacités de l'équipe chargée de l'élaboration de la Stratégie d'Endettement public à travers notamment les assistances techniques des institutions compétentes en la matière.**

Pour la mise en œuvre de ces recommandations, le plan d'action ci-après est élaboré :

N°	Recommandations	Actions	Responsables	Echéances	Indicateurs
01	Allonger la maturité des OAT	Émettre davantage d'OAT ≥ 5 ans	DGTCP/DGDP	2027-2029	Part des OAT de plus de 5 ans
02	Diversifier les sources de financement	Recourir aux financements innovants	DGDP/DNPD/D GB	2027-2029	Montants mobilisés
03	Mobiliser davantage de ressources concessionnelles	Privilégier les financements IDA/BAD/FIDA	DGDP	2027-2029	Montants mobilisés
04	Honorer les engagements envers les PTF.	Payer à bonne date les échéances	DGTCP/ DGDP	2027-2029	Taux de paiement à échéance
05	Poursuivre une politique prudente de mobilisation d'emprunts à taux fixe	Privilégier les instruments à taux fixe	DGDP	2027-2029	Part de la dette à taux fixe
06	Améliorer davantage le dispositif de gestion et de suivi des Projets et Programmes de développement	Veiller à la tenue régulière des revus périodiques avec les PTF	DGDP/DNPD/D BG	2027-2029	Nombre de réunions
07	Renforcer la coordination entre les structures impliquées dans la gestion de la dette publique	Organiser des réunions périodiques de coordination.	DGDP/DNPD,D GB,DGTCP	2027-2029	Nombre de réunions
08	Renforcer les capacités de l'équipe d'élaboration de la Stratégie d'Endettement public.	Organiser annuellement une session de formation de l'équipe	DGDP/DGB,DN PD, DGTCP	2027-2029	Nombre d'agents formés

CONCLUSION

La stratégie retenue est la S4 en raison du fait qu'elle est moins couteuse et moins risqué que les trois autres stratégies. Elle repose sur une analyse globale et cohérente de la gestion de la dette publique et doit être rigoureusement respectée. Pour sa bonne mise en œuvre, les mesures suivantes sont nécessaires :

- **Au plan budgétaire**, poursuivre les efforts dans le sens d'une maîtrise des engagements, des dépenses courantes et d'une mobilisation plus efficace des ressources intérieures (élargissement de l'assiette et simplification voire dématérialisation des procédures...) afin de réduire le déficit budgétaire ;
- **Au plan de la productivité et de la compétitivité**, prioriser la diversification et la transformation structurelle de l'économie ;
- **Au plan de la mobilisation de nouveaux financements**, rallonger la maturité des emprunts domestiques et poursuivre la mobilisation des dons, des emprunts concessionnels et semi-concessionnels ainsi que des financements innovants ;
- **Au plan de l'amélioration de l'efficacité de la dette publique**, privilégier dans le Programme Triennal d'Investissement (PTI), les projets à impact social et économique, cohérents avec la SNEDD 2024-2033 ;
- **Au plan de la gestion de la dette publique**, suivre régulièrement les données relatives aux transactions sur la dette et poursuivre le renforcement des capacités de la Commission Technique du Comité National de la Dette Publique ainsi que de la Direction Générale de la Dette Publique.

Toutes ces mesures devraient être accompagnées d'une bonne gouvernance politique, économique et financière, dans une perspective d'amélioration de la qualité de nos politiques et institutions, afin de relever le niveau de viabilité de la dette publique du Mali.